

A photograph of a woman with dark skin and braided hair, wearing a black floral top, smiling warmly at a young child. The child is wearing a white dress with a lace collar and has small purple and blue hair accessories. The background shows a residential building under a blue sky.

CSO GFF | Hub

L'Engagement de la Société Civile

— dans le —

**Processus
du Mécanisme de
Financement Mondial
en Côte d'Ivoire**

AVRIL 2020

LISTE DES ABRÉVIATIONS ET DES ACRONYMES

AFD	Agence française de développement
AGIS	Association Graine d'Ivoire et Santé
DI	Dossier d'investissement
FENOS-CI	Fédération nationale des organisations de santé de la Côte d'Ivoire
GFF	Mécanisme de financement mondial
ONG CASES	ONG Centre d'animation sanitaire et d'études sociales
OMS	Organisation mondiale de la santé
OSC	Organisation de la société civile
PNCFS	Plateforme nationale de coordination sur le financement de la santé
SCIEN	Société ivoirienne engagée pour la nutrition
SRMNEA-N	Santé de la reproduction, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent et en nutrition
SRPF	Santé de la Reproduction et Planning Familial
UNICEF	Fonds des Nations unies pour l'enfance
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international

Toutes les photos proviennent de la Côte d'Ivoire, source :

Image de couverture : Lucien Wanda

Deuxième image : Luc Legay

Troisième image : Denis Carrascosa

Quatrième image : Denis Carrascosa

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	2
Contexte	3
Objectif du Rapport Pays	3
Méthodologie	3
APERÇU DU PROCESSUS DU GFF	4
Plate-forme Nationale à Multiples Parties Prenantes	4
Engagement de la Société Civile	5
Dialogue National sur le Financement de la Santé	5
UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE A L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE	7
Un Point Focal du GFF de Soutien au Gouvernement	7
Le Bureau National de la Banque Mondiale : Un Pilier Solide pour L'engagement de la Société Civile	7
L'agent de Liaison du GFF : Rôle Catalyseur Entre la Société Civile et le Gouvernement	9
UNE SOCIÉTÉ CIVILE FORTE ET ARTICULÉE	10
Travailler Sous L'égide d'une Coalition Nationale : Un Ingrédient Clé du Succès	10
Un Soutien Technique et Financier Durable	12
LES DÉFIS AUXQUELS LA SOCIÉTÉ CIVILE EST CONFRONTÉE	14
Collaboration Entre le Gouvernement et la Société Civile	14
Efforts de Communication et de Coordination	14
Participation Limitée des Jeunes	15
Accès à L'information Budgétaire	15
Ressources Financières pour la Mise en Oeuvre du Plan d'Action de la Société Civile	16
RECOMMANDATIONS	17
CONCLUSION	19
RÉFÉRENCES	20
REMERCIEMENTS	21

1 INTRODUCTION

1.1 CONTEXTE

Le mécanisme de financement mondial (GFF), en soutien à l'initiative Chaque femme chaque enfant, vise à contribuer aux efforts mondiaux pour mettre fin aux décès évitables de mères, nouveau-nés, enfants et adolescents en renforçant considérablement les investissements soutenus à l'échelle nationale.

Le modèle de partenariat du GFF recommande que les gouvernements des pays constituent une plate-forme multipartite (y compris des institutions bilatérales et multilatérales), incluant le secteur privé, les bailleurs de fonds, les fondations et les organisations de la société civile (OSC) dans le but d'établir des priorités et de mobiliser des fonds en vue de mettre en place des interventions à fort impact en matière de santé de la reproduction, de la mère, du nouveau-né, de l'enfant et de l'adolescent et en nutrition (SRMNEA-N). La plate-forme nationale est responsable de l'élaboration du dossier d'investissement (DI), un plan stratégique indiquant des interventions prioritaires du secteur de la santé.

Comme le précise la [Note d'orientation : Plateformes nationales inclusives multipartites en soutien à l'initiative Chaque femme chaque enfant](#), les pays qui participent au processus du GFF doivent respecter les normes minimales en matière d'inclusion, de transparence et de redevabilité.¹ Les OSC doivent être considérées comme des partenaires à part entière dans le cadre de la plate-forme nationale multipartite et participer de manière significative à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des DI nationaux. La [Stratégie d'engagement de la société civile](#) du GFF et le [Plan de mise en œuvre](#) définissent les rôles et les responsabilités de la société civile contribuant à chaque étape du processus du GFF et précisent comment les autres acteurs peuvent faciliter ces efforts.² Bien que le GFF reconnaisse la diversité des rôles que la société civile peut jouer en matière de plaidoyer, de redevabilité, de recherche et de prestation de services, aucun mécanisme a été mis en place de façon systématique pour appuyer la participation des OSC au processus du GFF au sein des pays.³ Cet engagement varie d'un pays à l'autre, les gouvernements et les principaux partenaires doivent relever le défi de trouver la formule appropriée pour susciter un engagement stratégique dans le processus du GFF auprès de la société civile.

“ La participation des OSC était évidente ; elle a été extrêmement bénéfique pour le dossier d'investissement en termes de communication autour du GFF, en suscitant l'adhésion, en mettant en évidence les rôles de la société civile et en faisant de ce document un véritable document national. ”



CHEF D'ÉQUIPE DU PROJET AU NIVEAU NATIONAL DU GFF AU SEIN DE LA BANQUE MONDIALE



1.2 OBJECTIF DU RAPPORT PAYS

Ce rapport décrit la mise en œuvre du processus du GFF en Côte d'Ivoire, en mettant l'accent sur l'engagement de la société civile, et en illustrant les facteurs critiques qui permettent une participation significative des OSC.

Il définit les normes minimales du GFF et souligne les opportunités et les obstacles qui influencent la participation de la société civile. Enfin, il s'efforce de promouvoir les meilleures pratiques et de formuler des recommandations afin de soutenir une participation significative des OSC dans d'autres pays du GFF.

Plus précisément, le rapport tente de répondre aux questions suivantes :

- Quels sont les éléments essentiels permettant d'améliorer l'engagement de la société civile dans le processus du GFF?
- Quels sont les défis potentiels qui se présentent à l'avenir?
- Quels enseignements et recommandations peuvent être partagés afin de mettre à profit l'apprentissage des OSC dans d'autres pays du GFF?

1.3 MÉTHODOLOGIE

Ce rapport a été élaboré par la responsable des partenariats du Hub des OSC sur le GFF sur base de plus d'une année d'observation directe du rôle joué par la société civile dans le processus du GFF en Côte d'Ivoire.

Elle a notamment participé à plusieurs ateliers nationaux, ainsi qu'à des réunions et à des entretiens téléphoniques avec les principales parties prenantes, les OSC et les réseaux, le personnel de la Banque mondiale dans les pays et l'agent de liaison du GFF. Les membres de la société civile ont été invités à exprimer leurs points de vue sur le processus et à partager leurs réussites, ainsi que les principaux défis auxquels ils ont été confrontés, tout en identifiant les points essentiels pour maintenir leur engagement dans le processus à l'avenir. Il a été demandé au personnel de la Banque mondiale et à l'agent de liaison du GFF de présenter leur soutien aux OSC, ainsi que les objectifs et les raisons ayant guidé ce soutien.

2.1 PLATE-FORME NATIONALE MULTIPARTITE

La Côte d'Ivoire a rejoint le GFF en novembre 2017 dans le cadre de l'engagement du gouvernement à accélérer les progrès en matière de couverture santé universelle (au titre du troisième objectif de développement durable des Nations unies) et à accroître l'efficacité et l'équité des dépenses en matière de santé.

Dès le départ, le processus du GFF a été inclusif, participatif et transparent et a bénéficié d'une forte appropriation nationale par le gouvernement. Avant le lancement de la plate-forme nationale, des douzaines de consultations et de réunions du GFF autour du financement du développement ont été organisées sous l'égide du cabinet du premier ministre, avec la participation de toutes les principales parties prenantes, y compris les OSC. Tous les documents du GFF et les ordres du jour des réunions ont été communiqués bien à l'avance afin de laisser suffisamment de temps aux OSC pour se préparer et pour tenir des consultations internes.

En avril 2019, un décret ministériel a établi un mécanisme multipartite autour du processus du GFF, la Plateforme nationale de coordination du financement de la santé (PNCFS). Les membres de la PNCFS représentent plusieurs ministères (en particulier ceux de la santé, des finances, de la protection sociale, du plan et du budget), la société civile et le secteur privé, ainsi que des partenaires techniques et financiers, dont l'Organisation mondiale de la santé (OMS), la Banque mondiale, l'Agence américaine pour le développement international (USAID) et l'Agence française de développement (AFD). La plate-forme supervise les dépenses nationales de santé et assure l'alignement des ressources financières internes et externes.

Grâce à un processus pleinement participatif, ouvert et consultatif, les membres de la plate-forme nationale ont collaboré pour développer le DI sur la base du Plan national de santé, en mettant l'accent sur la mobilisation des ressources nationales, l'harmonisation et l'alignement des ressources pour la santé (en particulier, en reliant les initiatives de santé en Côte d'Ivoire, telles que le GFF ; GAVI, l'Alliance mondiale pour les vaccins et la vaccination ; le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme ; le Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF) ; etc. La PNCFS sera chargée du suivi et de la redevabilité autour du DI, validé en juillet 2019 par le premier ministre lors du lancement officiel de la plate-forme nationale.

2.2 ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Les OSC ivoiriennes (allant des organisations communautaires aux groupes confessionnels et universités aux réseaux d'organisations non gouvernementales (ONG) jouent un rôle essentiel dans le système national de santé.

La société civile en Côte d'Ivoire a été présentée pour la première fois au GFF au début de 2018 lors de l'atelier d'apprentissage national organisé par le GFF à Accra, au Ghana. Les OSC se sont engagées activement à la suite d'un appel à manifestation d'intérêt lancé par le bureau de pays de la Banque mondiale pour la représentation de la société civile dans la plate-forme nationale. Au début du processus, un total de six sièges de la société civile a été attribué à la plate-forme pays. Cela a permis à la société civile de s'engager et d'être représentée de manière proactive dans tous les groupes de travail techniques, à l'exception d'un, pendant l'élaboration du DI. Tout au long du processus, les OSC ont contribué à l'élaboration du DI, tout en tenant des réunions régulières avec leurs membres pour recueillir des commentaires et des contributions, ainsi que renforcer la position de la société civile au sein de la plate-forme.

2.3 DIALOGUE NATIONAL SUR LE FINANCEMENT DE LA SANTÉ

Le travail sur le DI a conduit à l'organisation d'un Dialogue national inclusif sur le financement de la santé à Abidjan en avril 2018.

Cette réunion de haut niveau, en présence du vice-président de la Côte d'Ivoire a rassemblé environ 800 participants des gouvernements nationaux et internationaux, des partenaires techniques et financiers, du secteur privé et de la société civile. Le dialogue a donné l'occasion à tous les acteurs du secteur de la santé de discuter des priorités nationales en matière de santé et d'identifier des pistes pour mobiliser un financement durable permettant de parvenir à une couverture santé universelle et d'accroître l'efficacité des ressources. Au cours des trois jours précédant le Dialogue national, quatre groupes d'intérêt distincts (le gouvernement, le secteur privé, la société civile et les partenaires techniques et financiers) ont élaboré leurs feuilles de route respectives pour atteindre les objectifs du pays en matière de santé, qui comprenaient des engagements spécifiques sur la mise en œuvre. Chaque groupe de travail comprenait des représentants d'autres groupes d'intérêt, ce qui leur permettait ainsi d'enrichir leurs discussions de perspectives différentes.

Au cours de la réunion de haut niveau et avant le lancement officiel du DI national, les résultats de la consultation et les feuilles de route des partenaires ont été présentés au vice-président de la Côte d'Ivoire, au ministre de la Santé, au directeur régional de l'OMS, aux directeurs du GFF et du Fonds mondial pour lutter contre le sida, la tuberculose et le paludisme, aux autorités nationales et internationales, à la société civile, au secteur privé et aux médias. Les demandes spécifiques du communiqué des OSC et leur feuille de route, font référence aux normes minimales et au premier et au troisième objectif de la *Stratégie d'engagement de la société civile*.⁴ Ces objectifs prévoient le renforcement de la redevabilité grâce à une plate-forme multisectorielle et multipartite, une transparence accrue à tous les niveaux ; et une meilleure intégration de la société civile dans la planification et la budgétisation de la santé.



Jeunes femmes à Abidjan, la plus grande ville et capitale économique de la Côte d'Ivoire.

Par exemple, la feuille de route prévoit :

- Un engagement clair et fort en faveur de la redevabilité des différents acteurs du système de santé à travers des observatoires communautaires, l'implication de la société civile dans les processus budgétaires, etc.
- Une mise en place d'un cadre et de mécanismes de redevabilité multisectoriels : un renforcement significatif de la gouvernance, de la transparence et de l'accès à l'information et de la redevabilité à tous les niveaux, et un suivi et un examen de l'État, du secteur privé, de la société civile et des partenaires techniques et financiers.
- Une plus grande prise en compte de la participation de la société civile dans les processus de planification, de budgétisation et de financement de la santé, compte tenu de sa contribution à l'amélioration de la santé de la population par ses efforts de prévention, son action de proximité, la prestation de services, l'appui au système d'information et l'amélioration des processus de gouvernance.

Ces fortes demandes de la société civile se reflètent dans le dossier d'investissement du GFF en Côte d'Ivoire. Le projet de l'Association internationale de développement financé par le GFF, le Projet d'achat stratégique et d'alignement des ressources et des connaissances dans le domaine de la santé (SPARK-santé), visent à améliorer l'utilisation et la qualité des services de santé afin de réduire la mortalité maternelle et infantile. Le document d'évaluation du projet (DEP) pour le programme SPARK-santé traite expressément de la participation des citoyens et du rôle des OSC et des collectivités dans le suivi de la mise en œuvre du DEP au moyen de fiches d'appréciation citoyennes comportant des indicateurs cibles de la participation des citoyens et des collectivités à la planification, à la mise en œuvre et à l'évaluation des programmes, ainsi que des mécanismes de plainte pour les citoyens.⁵

3

UN ENVIRONNEMENT FAVORABLE A L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Un ensemble d'acteurs très solidaires du gouvernement qui dirigent le processus du GFF, ainsi que le bureau national de la Banque mondiale, ont facilité un engagement fort de la société civile dans le processus du GFF. La présence de la société civile au sein de la PNCFS, sa participation au Dialogue national et l'élaboration du DI ont donné lieu au projet SPARK-santé, dont la conception prévoit un suivi et une redevabilité communautaires.

3.1 UN POINT FOCAL DU GFF DE SOUTIEN AU GOUVERNEMENT

Le point focal officiel du GFF en Côte d'Ivoire joue un rôle important en tant que chef de file du gouvernement dans le processus.

Il a été transparent et ouvert à l'inclusion des OSC dans le processus du GFF, et a fait preuve d'un engagement envers la société civile en partageant l'information et en répondant aux demandes et aux préoccupations de la société civile. Il a souligné les contributions fondamentales des OSC à la réalisation des objectifs nationaux de santé, y compris le travail de la société civile en matière de redevabilité et de sensibilisation des communautés (tout en veillant à ce que personne ne soit laissé pour compte).

3.2 LE BUREAU NATIONAL DE LA BANQUE MONDIALE : UN PILIER SOLIDE POUR L'ENGAGEMENT DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'équipe du bureau national de la Banque mondiale a apprécié la participation des OSC au processus du GFF et joué un rôle important en créant un environnement propice à une participation significative de la société civile.

Le chef d'équipe du projet au niveau national s'est révélé être un défenseur clé de l'engagement de la société civile en Côte d'Ivoire. Tout au long du processus, il a veillé à ce que les OSC soient présentes et a appuyé pour la tenue de plusieurs réunions d'OSC au bureau national de

la Banque mondiale. La Banque mondiale a plaidé pour l'inclusion et la participation des OSC au dialogue national et a facilité les dialogues entre la société civile, le gouvernement et d'autres partenaires clés. Le chef d'équipe a insisté sur la participation des OSC aux discussions sur le GFF et au sein de la plate-forme nationale, conformément aux directives du GFF, mais aussi en raison du rôle crucial que joue la société civile en matière de redevabilité et de plaidoyer en faveur du financement du GFF.

“
La participation des OSC était évidente ; elle a été extrêmement bénéfique pour le dossier d'investissement en termes de communication autour du GFF, en suscitant l'adhésion, en mettant en évidence les rôles de la société civile et en faisant de ce document un véritable document national.
”



**CHEF D'ÉQUIPE DU PROJET
AU NIVEAU NATIONAL DU
GFF AU SEIN DE LA BANQUE
MONDIALE**

Outre le chef d'équipe du projet, une consultante de la Banque mondiale chargée d'appuyer la mise en œuvre du GFF et d'accompagner les OSC dans le processus, a soutenu le Groupe de travail des OSC tout au long du processus. Le chef d'équipe a fourni des conseils et un soutien technique pour améliorer la stratégie d'engagement et la participation du groupe pendant et après le Dialogue national.

Les quelques exemples ci-dessous montrent comment l'équipe de la Banque mondiale a aidé les OSC à s'engager de manière significative :

- 1 Ouverture et écoute des besoins de la société civile en matière de ressources et de capacités ;
- 2 Mise en évidence et promotion du rôle et de l'importance des OSC dans le processus du GFF en dialoguant avec les autres parties prenantes du GFF ;
- 3 Appel public à manifestation d'intérêt pour une participation des OSC au processus du GFF ;
- 4 Mise à disposition des salles de réunion et des repas pour permettre aux OSC de se réunir dans les locaux de la Banque mondiale ;
- 5 Organisation d'un dialogue entre le secteur privé et les OSC ; et
- 6 Influence des principaux responsables gouvernementaux pour faciliter l'inclusion et la participation des OSC au Dialogue national sur le financement de la santé.

“
Nous n'avons jamais été invités au bureau de la Banque mondiale avant.
”



**MEMBRE DU
GROUPE DE
TRAVAIL DE LA
SOCIÉTÉ CIVILE**

3.3 L'AGENT DE LIAISON DU GFF : RÔLE CATALYSEUR ENTRE LA SOCIÉTÉ CIVILE ET LE GOUVERNEMENT

La société civile a bénéficié de l'appui d'un agent de liaison du GFF ouvert, dévoué et fiable, qui a aidé les OSC à mieux comprendre et à analyser le DI au cours des réunions, a pris leurs contributions et a permis aux OSC de s'approprier pleinement du DI.

L'agent de liaison a rempli son rôle en partageant systématiquement l'information avec les OSC tout au long du processus, en incluant la société civile dans le dialogue et en agissant comme catalyseur auprès des principaux responsables gouvernementaux pour faciliter la collaboration entre les OSC et le gouvernement.

“
Le dialogue avec les organisations de la société civile a permis d'identifier des questions qui n'étaient pas évidentes pour les partenaires techniques, ce qui nous a donné une perspective différente lors de l'élaboration du dossier d'investissement.
”



AGENT DE LIAISON
DU GFF



Personnes en costume traditionnel de Côte d'Ivoire.

Une coalition de la société civile bien organisée, efficace et dotée de ressources suffisantes était également essentielle pour tirer parti de l'environnement favorable et mettre son expertise au service de du GFF. Sans ces ressources et ces capacités, il n'aurait probablement pas été possible pour les OSC de s'y engager. La société civile en Côte d'Ivoire est désormais prête à continuer à surveiller les dispositions du programme SPARK-santé autour de l'engagement communautaire et à contribuer à la durabilité des améliorations de la qualité des services de santé.

4.1 TRAVAILLER SOUS L'ÉGIDE D'UNE COALITION NATIONALE: UN INGRÉDIENT CLÉ DU SUCCÈS

L'engagement de la société civile auprès du GFF est coordonné par la Fédération nationale des OSC de santé de la Côte d'Ivoire (FENOS-CI) depuis la première réunion des OSC sur le financement de la santé convoquée par l'Association de Soutien à l'Autopromotion sanitaire et urbaine (ASAPSU) en septembre 2018. En tant que réseau fédérateur de plus de 300 OSC travaillant sur la santé, la fédération nationale des organisations de santé de Côte d'Ivoire (FENOS-CI) a l'avantage d'être reconnue et respectée par le gouvernement.

Le Groupe de travail des OSC sur le GFF est composé d'organisations et de réseaux bien établis, représentant la santé maternelle, la planification familiale, le développement du jeune enfant, la santé des adolescents, la nutrition, le VIH, la tuberculose et le paludisme. FENOS-CI s'est efforcée d'inclure des organisations non-membres en dehors du dialogue qui pouvaient apporter d'importantes contributions. Le Groupe de travail des OSC (qui comprend des professionnels de la santé, des chefs religieux et des éducateurs) représente des organisations nationales et internationales, ainsi que plusieurs réseaux et initiatives de santé mondiale comme Scaling Up Nutrition, GAVI, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et les Jeunes ambassadeurs pour la planification familiale. Malgré la diversité des OSC, dès le départ il a été clair que l'engagement du Groupe de travail des OSC dans le cadre du GFF nécessiterait un respect mutuel et la création d'un plan d'action commun avec des interventions consensuelles pour contribuer au DI de la Côte d'Ivoire.

TABLEAU 1. PRINCIPAUX MEMBRES DU GROUPE DE TRAVAIL DES OSC DU GFF

ONG NATIONALES	ONG INTERNATIONALES
ABICOM	Agence de Médecine Préventive
AGIS	Alliance pour l'amélioration de la nutrition
Faculté de médecine	Care International
Jeunes ambassadeurs SRPF	Coalition internationale pour la préparation au traitement (ITPC)
L'Alliance Côte d'Ivoire	Fonds Mondial - CCM Société civile
ONG CASES	GAVI - Société civile
ONG SEMI	Management Science for Health
Ordre (médecins, pharmaciens, sages-femmes)	Save the Children
Plate-formes des 3 pandémies	
SCIEN	
Société savante	

Sur base des leçons des pays tirées de la première et de la deuxième vague du GFF, les OSC de la Côte d'Ivoire ont organisé un atelier en amont du Dialogue national à la Banque mondiale pour élaborer le plan d'action de la société civile afin de contribuer au DI du pays. L'atelier a eu lieu dans le bureau local de la Banque mondiale (animé par un membre du Groupe de coordination de la société civile mondiale ayant l'expérience d'organiser des ateliers similaires dans les pays voisins) et a comporté des interventions du personnel de la Banque mondiale, de l'agent de liaison du GFF, du point de contact du GFF du gouvernement et du secteur privé.

Guidées par une analyse approfondie des priorités gouvernementales autour de la SRMNEA-N et le DI, les OSC ont élaboré un plan d'action avec l'appui de l'agent de liaison du GFF. Cette analyse a permis à la société civile de mieux comprendre l'environnement politique et les orientations stratégiques du pays en matière de santé. La société civile s'est concentrée sur les mêmes domaines prioritaires du DI pour combler les lacunes, à savoir : santé communautaire, soins de santé primaires, chaîne d'approvisionnement, ressources humaines pour la santé, information sur la santé, intégration du secteur privé et réformes du financement du secteur de la santé.

Quelques contributions clés du plan d'action figurent ci-dessous :

- Augmentation de la génération de la demande et l'utilisation des services par la communauté ;
- Communication pour le changement de comportement ;
- Plaidoyer pour une mobilisation accrue des ressources nationales pour la santé ;
- Utilisation de mécanismes de financement endogènes ; et
- Surveillance et responsabilité des citoyens concernant la mise en œuvre du DI.

L'alignement du plan d'action des OSC autour des priorités nationales de la Côte d'Ivoire a conduit à un engagement plus efficace, comme l'ont reconnu le gouvernement et la Banque mondiale.

FIGURE 1. CALENDRIER DU PROCESSUS DU GFF

Le processus du GFF est illustré ci-dessous, depuis l'adhésion du pays au GFF en novembre 2017 jusqu'au lancement officiel du dossier national d'investissement.



4.2 UN SOUTIEN TECHNIQUE ET FINANCIER DURABLE

Un facteur clé de grande importance pour l'engagement des OSC a été le soutien constant et soutenu du Groupe de coordination de la société civile mondiale au GFF, par l'intermédiaire du Hub ressources et d'engagement sur le GFF (GFF Hub).⁶

A travers la responsable de partenariats, le Hub a fourni un soutien technique aux OSC sur la base de l'écosystème du GFF, ainsi que sur la manière d'engager et d'identifier les domaines clés dans lesquels la société civile peut apporter une valeur ajoutée et contribuer au DI. Ce soutien s'est traduit par un plan d'action qui a été partagé avec l'agent de liaison du GFF et le bureau du ministère. Il est important de noter que l'appui technique a été complété par un don initial de moins de 15 000 \$ pour faciliter la coordination, les réunions et l'engagement continu de la société civile.

S'inspirant de l'expérience des pays du GFF, le soutien à la plate-forme (en étroite coordination avec le Groupe de coordination de la société civile) a permis aux OSC de tirer des leçons des erreurs commises dans d'autres pays, tel que le manque d'alignement et la rivalité des OSC pour l'obtention de ressources et de travailler sur une feuille de route commune.



Les OSC ont tenu plusieurs consultations afin de :

- Fournir des informations générales sur l'écosystème du GFF et le rôle de la participation des OSC dans le processus ;
- Structurer la participation des OSC au GFF dans une perspective de gouvernance ;
- Élaborer un plan d'action national des OSC avec les membres clés des OSC ; et
- Créer une feuille de route et formuler des engagements pour le dialogue sur le financement de la santé.

Cet appui externe a souligné l'importance de faire progresser les principes du GFF en matière d'inclusion, de transparence et de redevabilité mutuelle, ainsi que l'attente déclarée que la société civile travaillant au niveau mondial adhère aux mêmes normes que celles identifiées dans la *Stratégie d'engagement de la société civile*. De plus, le Hub était présent pour faciliter les dialogues avec la société civile, mais toutes les prises de décision au niveau pays ont été guidées par les perspectives de la coalition des OSC du pays. De même, la coalition fonctionne selon un modèle qui met principalement l'accent sur le développement et le bien-être des personnes et des collectivités qu'elles servent et représentent.

5.1 COLLABORATION ENTRE LE GOUVERNEMENT ET LA SOCIÉTÉ CIVILE

Bien que les OSC aient actuellement un dialogue ouvert avec le gouvernement de la Côte d'Ivoire, la société civile a historiquement eu peu d'occasions de s'engager de manière significative dans les processus de planification des politiques nationales.

Il n'y a aucun antécédent ou de culture de participation citoyenne en matière de planification, de mise en œuvre ou d'évaluation des programmes gouvernementaux. Le GFF offre l'occasion de favoriser des dialogues multipartites inclusifs au niveau national et facilite un espace ouvert pour favoriser la contribution de la société civile.

Au début du processus du GFF, les OSC étaient largement représentées dans la plate-forme nationale au sein des différents groupes de travail techniques. Cependant, à l'approche du Dialogue national, la société civile a dû faire face à un espace de plus en plus restreint. Un remaniement du gouvernement au sein des principaux ministères a eu lieu au cours du processus. Alors que l'ancien directeur national de la santé reconnaissait la valeur de la société civile, la présence des OSC est devenue problématique aux yeux du nouveau directeur, qui ne voyait pas la pertinence du rôle et des contributions potentielles de la société civile. La collaboration avec les OSC, qui étaient considérées comme chiens de garde et obstacle plutôt que comme partenaire contributeur, a suscité peu d'intérêt.

La société civile a été confrontée à une ambivalence inattendue au sein du Ministère de la santé et a été presque exclue du Dialogue national sur le financement de la santé. Cependant, grâce à l'appui de la Banque mondiale, de l'UNICEF, de l'USAID et de l'AFD (qui ont tous plaidé en faveur de l'inclusion des OSC) et au plaidoyer de la société civile au sein du ministère, les OSC ont pu prendre part au dialogue. Les OSC ont montré leur engagement en versant un montant symbolique pour l'organisation du Dialogue national, au cours duquel leur représentante a apporté des contributions importantes et présenté leur feuille de route.

5.2 EFFORTS DE COMMUNICATION ET DE COORDINATION

Malgré les bonnes relations de travail des membres de la société civile au sein du Groupe de travail des OSC du GFF, le temps et les efforts nécessaires pour coordonner les travaux du GFF restent un défi considérable.

Tous les membres du groupe travaillent à plein temps au sein de leur propre organisation, tout en se réunissant de façon ponctuelle et en utilisant des ressources limitées pour s'assurer que les activités du GFF se déroulent sans coordonnateur dédié au GFF. Cela entrave la capacité des OSC à communiquer et à fournir un retour d'information à la société civile et aux autres communautés, en plus de la diffusion du DI en dehors de la capitale pour atteindre un public plus large. Bien que le Groupe de travail des OSC soit très ouvert et transparent, il existe encore un énorme déficit d'information sur le GFF parmi les OSC extérieures au groupe.

5.3 PARTICIPATION LIMITÉE DES JEUNES

La participation des jeunes aux processus nationaux du GFF est importante compte tenu de l'objectif de ce dernier qui est de soutenir la santé sexuelle et reproductive des adolescents.

Malgré les efforts constants de sensibilisation des réseaux de jeunes et les invitations à participer aux discussions du GFF, les jeunes (à l'exception de quelques représentants des jeunes qui se sont joints plus tard au Groupe de travail des OSC) ont participé de façon limitée au GFF tout au long du processus. Bien qu'ils ne se soient pas fait entendre et qu'ils aient eu une capacité limitée de s'engager de façon significative, les jeunes sont à présent soutenus pour améliorer leurs connaissances et leur engagement grâce au réseautage avec des jeunes francophones d'autres pays du GFF.

5.4 ACCÈS À L'INFORMATION BUDGÉTAIRE

Un problème important qui préoccupe certaines OSC est la disponibilité limitée d'informations budgétaires et le manque de participation des OSC à la phase de planification et de validation du budget au sein du ministère.

Des initiatives avec les OSC autour de la transparence budgétaire sont en cours, mais elles ne sont pas liées à la santé. Plaider pour l'augmentation des financements sans avoir une idée précise de la situation des questions liées à la SRMNEA-N constitue un obstacle majeur auquel le Groupe de travail des OSC est confronté. La société civile a exprimé sa volonté d'approfondir cette question et de plaider pour une participation à toutes les phases du cycle budgétaire, en reconnaissant la nécessité de renforcer les capacités dans ce domaine.

5.5 RESSOURCES FINANCIÈRES POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PLAN D'ACTION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

L'un des principaux défis auxquels est confronté le Groupe de travail des OSC est le financement limité disponible pour la mise en œuvre des activités du GFF.

Le financement de démarrage fourni le Hub a permis un dialogue et un engagement structurés, en plus de la coordination des activités. Cependant, ces ressources doivent être maintenues car la coordination et les activités du groupe (en plus de la mise en œuvre du plan d'action) exigent des ressources à long terme.

Le plan d'action est fortement axé sur la redevabilité et les partenaires ont l'intention de s'appuyer sur les mécanismes de surveillance existants pour la tuberculose, le paludisme et le VIH afin d'élaborer des fiches de suivi et d'autres outils qui aideront à recueillir des données probantes pour le plaidoyer en faveur des politiques et à faire un suivi de l'efficacité de la mise en œuvre du DI par la communauté au niveau national. Le manque de ressources réduira considérablement l'engagement interne du Groupe de travail des OSC, mais aussi sa capacité à contribuer de manière significative à la mise en œuvre du DI.

“
Nous sommes déterminés à faire plus, mais notre travail pourrait ne pas être soutenu avec les ressources limitées dont nous disposons.
”



RESPONSABLE
DU GROUPE DE
TRAVAIL DES OSC

6 RECOMMANDATIONS

L'expérience de la Côte d'Ivoire suggère que la meilleure façon pour les OSC de faire avancer le programme de plaidoyer du GFF est de combiner la force, les ressources et l'expertise de la société civile au sein d'une coalition ou d'une alliance.

L'exemple de la Côte d'Ivoire réaffirme les preuves apportées par d'autres pays sur le fait que la coordination des OSC est un facteur déterminant pour favoriser la participation de la société civile au processus du GFF. Un trait particulier de la collaboration des OSC en Côte d'Ivoire est l'absence de distinction entre les ONG internationales et les organisations locales en raison de l'équilibre des pouvoirs et de l'expertise au sein du Groupe de travail des OSC. Il reste du travail à faire pour que la population en général comprenne ses droits et ses responsabilités à l'égard des services de santé liés au processus du GFF et pour améliorer les mécanismes de retour d'information parmi les OSC et les communautés plus importantes en vue de déterminer si la mise en œuvre du GFF est sur la bonne voie. Il est essentiel que la communication sur le GFF dépasse la capitale et que les citoyens et les bénéficiaires assument leur rôle de redevabilité sociale pour les interventions prévues en leur nom.

Les bailleurs de fond et les partenaires devraient accroître leurs efforts et continuer à soutenir durablement l'engagement des OSC en Côte d'Ivoire pour s'assurer que le financement va au-delà des efforts de coordination et de communication. Nous espérons que ce rapport facilitera l'engagement stratégique des OSC et incitera les gouvernements, la Banque mondiale et les partenaires à établir un environnement favorable à toutes les parties prenantes, en tant qu'indicateur clé de la bonne gouvernance et de la mise en œuvre efficace de normes minimales au sein des pays du GFF.



Jeune femme et bébé en Côte d'Ivoire.

MESSAGES CLÉS POUR MAXIMISER L'ENGAGEMENT DES OSC DANS LE PROCESSUS DU GFF/



POUR LA SOCIÉTÉ CIVILE

- 1 Faites preuve de proactivité face à votre engagement ;
- 2 Tirez parti de vos réseaux et travaillez dans le cadre d'une alliance ou d'une coalition ;
- 3 Engagez-vous auprès du point de contact du gouvernement pour le GFF, de l'agent de liaison du GFF et du bureau de pays de la Banque mondiale ; et
- 4 Élaborez un plan d'action des OSC pour contribuer au DI.



POUR LES BUREAUX DU GOUVERNEMENT ET DE LA BANQUE MONDIALE

- 1 Offrez un environnement favorable à la participation de la société civile ;
- 2 Mettez en place des mécanismes d'engagement institutionnels transparents et inclusifs ;
- 3 Faites participer la société civile de manière constructive ; et
- 4 Organisez un dialogue et des consultations multipartites au niveau national.



POUR LES BAILLEURS DE FONDS ET LES PARTENAIRES

- 1 Fournissez un financement souple pour les consultations et les efforts de coordination des OSC nationales ;
- 2 Apportez un soutien technique soutenu pour faciliter les efforts de la coalition (par exemple, comprendre le processus du DI, élaborer un plan d'action, faire une cartographie des ressources, etc.) ; et
- 3 Renforcez les capacités des OSC en matière de plaidoyer et de redevabilité.

Le présent rapport montre la multiplicité des facteurs permettant l'engagement de la société civile dans le processus du GFF. Malgré les défis auxquels sont confrontées les OSC en Côte d'Ivoire, leur engagement a été possible grâce à un environnement favorable.

Comme l'a suggéré le Stratégie d'engagement de la société civile, toutes les parties prenantes du GFF ont contribué à assurer une participation efficace et significative de la société civile au processus du GFF. Le gouvernement a montré la voie en établissant un mécanisme transparent, inclusif et participatif pour un dialogue constructif, avec la société civile comme partenaire à part entière. La Banque mondiale a joué un rôle influant en facilitant cet engagement structuré des OSC, en favorisant leur participation à la plate-forme nationale, au dialogue national et au-delà. Un chef d'équipe de la Banque mondiale transparent, conscient des divers rôles et des contributions de la société civile dans les résultats de développement du pays, a été essentiel pour garantir les principes des normes minimales du GFF en matière d'inclusion, de participation et de redevabilité. Le groupe de travail des OSC a prouvé sa valeur ajoutée par son professionnalisme, son organisation et son expertise.

Compte tenu des divers éléments nécessaires à une participation réussie de la société civile au processus du GFF, les gouvernements et les bureaux pays de la Banque mondiale devraient adopter les normes minimales et accompagner la société civile de manière globale. Il faut envisager la création de solides plateformes multipartites et inclusives qui soutiennent l'engagement des OSC. Ce sont les piliers essentiels à la contribution significative de la société civile à l'amélioration de la santé des femmes, des enfants et des adolescents.

RÉFÉRENCES

- 1 Chaque femme chaque enfant, le Mécanisme de financement mondial, le Partenariat H6 et le Partenariat pour la santé maternelle, néonatale et infantile. (2018). Note d'orientation : plateformes nationales inclusives à multiples parties prenantes en soutien à Chaque femme chaque enfant [Guidance Note: Inclusive Multi-stakeholder Country Platforms in Support of Every Woman Every Child]. Extrait de https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF%20Country%20Platform%20guidance%20note.pdf
- 2 Mécanisme de financement mondial. (2017). Plan de mise en œuvre pour la stratégie d'engagement de la société civile [Implementation Plan for the GFF Civil Society Engagement Strategy]. Extrait de https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-IG6-10.pdf
- 3 Mécanisme de financement mondial. (2018). Fiche d'information : Engagement du GFF auprès des organisations de la société civile [Fact Sheet: GFF Engagement with Civil Society Organizations]. Extrait de https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-CreativeBrief_CSO_EN.pdf
- 4 Mécanisme de financement mondial. (2017). Stratégie d'engagement de la société civile [Civil Society Engagement Strategy]. Extrait de https://www.globalfinancingfacility.org/sites/gff_new/files/documents/GFF-IG5-5%20CS%20Engagement%20Strategy.pdf
- 5 Banque mondiale. (2019). Côte d'Ivoire (Projet d'achat stratégique et d'alignement des ressources et des connaissances dans le domaine de la santé) [Côte d'Ivoire - Strategic Purchasing and Alignment of Resources and Knowledge in Health Project]. Extrait de <http://documents.worldbank.org/curated/en/2428015535658750/C%C3%B4te-d-Ivoire-Strategic-Purchasing-and-Alignment-of-Resources-and-Knowledge-in-Health-Project>
- 6 La plate-forme de ressources et d'engagement de la société civile du GFF. (2019). La plate-forme du GFF en faveur des OSC [CSO GFF Hub]. Extrait de <https://www.csogffhub.org>



Chez PAI, nous sommes motivés par une vérité puissante: une femme en charge de sa santé reproductive peut changer sa vie et transformer sa communauté. Notre mission est de promouvoir l'accès universel à la santé et aux droits sexuels et reproductifs à travers la recherche, le plaidoyer et les partenariats innovants. Cette réalisation améliorera considérablement la santé et l'autonomie des femmes, réduira la pauvreté et renforcera la société civile.

REMERCIEMENTS

Ce rapport a été rédigé par Maty Dia, responsable des partenariats au GFF Hub.

L'équipe du Hub adresse ses remerciements à toutes les personnes et organisations ayant participé aux discussions, entretiens et réunions qui ont contribué à et révisé cette publication. Nous sommes reconnaissants de l'appui des principaux responsables gouvernementaux et du bureau de pays de la Banque mondiale, ainsi que des OSC, qui soutiennent sans cesse l'engagement de la société civile en Côte d'Ivoire.

L'auteure remercie sincèrement Emre Ozaltin (chef d'équipe de la Banque mondiale), Kirsten Zindel (consultante en engagement des OSC de la Banque mondiale) et Fieny Ambroise Kobenan (officier de liaison du GFF en Côte d'Ivoire) pour leur leadership et leur soutien tout au long de l'élaboration du rapport.

Le rapport a également bénéficié des contributions généreuses des représentants de la société civile suivants de la coalition des OSC du GFF en Côte d'Ivoire, qui ont partagé leur expérience et fourni une mine d'informations pour le rapport : Solange Koné (Association de soutien à l'auto-promotion de la santé urbaine), Marie Laurette Agbre Yace (Institut national de santé publique), M. Aboubacar Sylla (AGIS), Hélène Gnionsahe (SCIEN), Marie Christine Emmanuelle Adjobi (ABICOM / Gavi OSC), Keita Abbas (SEMI), Djakalia Ouattara (CASES), Serge Agoh (Hôpital et Centre universitaire Cocody), Madiarra Coulibaly (Alliance Côte d'Ivoire), Antoine Ndiaye (Management Sciences for Health), Eliane Dogore (Engender Health), Alexis Gballou (Alliance SUN), Koné Nazehe et Zadi Gui Célestin Agui (ROLPCI / Fonds Mondial), Alain Manouan (ITPC) et Manassé Nguessan Kassi (Save the Children).

L'auteure est reconnaissante à Suzanna Dennis et Chelsea Mertz (l'équipe du GFF Hub) pour leur temps et précieuses contributions au rapport. Meredith Radel et Caitlin McKenna (PAI) ont apporté un soutien éditorial très utile au rapport.

Toute erreur ou omission relève de la responsabilité de l'auteure.

